



CDEN 15 juin 2016

« Urgence départementale pour le 1^{er} degré et pas de collège au rabais »

Madame l'Inspectrice d'Académie-DASEN, Mesdames, Messieurs,

Après le recours au 49.3 sur le projet de loi travail à l'Assemblée Nationale, la mobilisation se poursuit et s'est amplifiée lors de la manifestation à Paris le 14 juin mais le gouvernement continue de refuser un véritable débat démocratique.

C'est dans ce contexte que la FSU, engagée avec de nombreuses organisations contre ce projet de loi, appelle à participer à la votation citoyenne.

Pour la FSU, il n'y a d'autre solution que le dialogue et l'ouverture de discussions sur la question du travail pour garantir les droits des salariés et créer de nouveaux droits afin de répondre aux évolutions actuelles du monde du travail. La FSU rappelle au premier ministre qu'il incombe aux pouvoirs publics, dont il a la première responsabilité, d'assurer la sécurité et le maintien de l'ordre. La FSU souligne le sang-froid et la maîtrise des militants du service d'ordre qui, sans faillir, ont pris les dispositions nécessaires afin de garantir la sécurité des participants à la manifestation massive du 14 juin 2016.

Le dialogue social doit aussi prévaloir dans la Fonction publique et dans notre ministère, en particulier sur le dossier de la réforme du collège. Celle-ci a déjà un impact négatif sur les conditions de travail et sur les relations sociales dans les établissements.

La préparation de la rentrée 2016 est marquée par des inquiétudes fortes sur les conditions de travail des personnels, car les créations de postes s'avèrent nettement insuffisantes pour répondre à tous les besoins.

Dans le 1^{er} degré, de 2009 à 2012, notre département a perdu 225 postes. Depuis la rentrée 2013, il en a retrouvé 80 : manque encore 145 postes pour retrouver le niveau d'avant 2009.

Sur les 80 postes, 46 postes ont été affectés à des dispositifs particuliers (scolarisation des enfants de moins de trois ans, dispositif Plus de Maîtres que de Classes, Brigades REP+ et formation spécifique Education Prioritaire). **Pour la FSU, la mise en œuvre de ces dispositifs revendiqués depuis longtemps doit être une dotation spécifique.**

De 2009 à 2016, le département a perdu 54 postes de remplaçants. La réouverture de 15 postes pour la rentrée 2017 ne compense pas, 39 manquent encore.

Le département a dû se contenter de 9 postes pour répondre à l'augmentation de la démographie !

Les 30 postes de brigades stages supprimés manquent chaque jour ! En effet la formation continue des enseignants, mis au rang prioritaire à plusieurs reprises par notre Ministre, est presque inexistante.

Les 68 postes de maîtres G et E manquent chaque jour ! En effet le suivi des enfants en difficulté est rendu plus que complexe.

Les 17 postes spécifiques alloués aux directeurs des écoles de trois classes et moins manquent chaque jour ! La décharge à laquelle ils ont droit n'est pas effective dans notre département.

Les 60 postes de ZIL manquent aux classes chaque jour ! Les absences de nos collègues se voient de moins en moins remplacées, laissant élèves et équipes enseignantes face à de grandes difficultés et à la colère bien compréhensible des parents.

3 postes au minimum manquent pour que tous les collègues qui devraient bénéficier d'un allègement de service à la rentrée 2016 voient leur droit respecté !

Le SNUipp-FSU doute fortement que l'école primaire soit une priorité dans le Haut-Rhin !

Madame la Ministre il est nécessaire de recréer les 145 postes supprimés.

Il faudrait bien plus pour baisser les effectifs dans toutes les classes, respecter les repères, éviter les classes de GS/CP

...

Dans le 2nd degré, un an après la signature du décret instituant la réforme du collège, les critiques sont de plus en plus vives et émanent désormais aussi des chefs d'établissement, de certains inspecteurs généraux de l'opinion et des parents d'élèves (à ce jour, 23 sections départementales de la FCPE ont signé la pétition pour une suspension de la réforme, et une motion a été votée lors de leur congrès).

La mise en place de la réforme révèle toutes ses insuffisances, dénoncées depuis des mois par la FSU. Suppression des dédoublements, notamment dans les sciences expérimentales, EPI et AP pris sur les horaires disciplinaires, disparition du latin et des langues vivantes comme l'espagnol ou l'italien, suppression de multiples projets sacrifiés sur l'autel du carcan des 26h/élève : c'est bien un appauvrissement de l'enseignement qui est programmé. Les premiers exemples d'EPI qui fleurissent dans les manuels scolaires sont terriblement révélateurs : EPI physique-SVT sur l'accident mortel de Claude François, EPI anglais-maths sur une recette de pancakes, recherche internet de mots se terminant en « -ule »... **La FSU revendique un autre collège, ambitieux et émancipateur.**

Un récent rapport de l'IGAEN fait état d'impréparation totale dans « 10 à 25% » des établissements en mettant l'accent sur les collèges « centre-ville ». Comment mieux dire que les établissements les plus favorisés n'appliqueront pas ou feront semblant d'appliquer la réforme ? Pour ceux-là, les enseignements disciplinaires, porte d'entrée au lycée et aux études supérieures, et les dédoublements demeurent. Pour les autres, réduction des horaires, application drastique des 26h/élèves (là où, particulièrement en REP, nos batailles avaient permis une multiplication du soutien à effectifs réduits), suppression des bilangues et réduction des enseignements de langues anciennes... et tout cela au profit de dispositifs interdisciplinaires imposés. **Qui peut croire que la liberté donnée aux établissements de moduler une partie des horaires annuels est un levier d'égalité ?**

Hier, aujourd'hui comme demain, nous continuons à dénoncer un collège au rabais. Pour conserver une ambition d'égalité et de qualité pour l'Ecole publique, la FSU appellera les collègues à la résistance pédagogique.